



## **Condition générales de ventes**

*le 14/10/2019*

Les présentes conditions sont conclues entre :

POWER POS SAS, domiciliée au 19 rue Descartes, 33600 PESSAC, représentée par Mehdi Malki, ci-dessous nommée Le Prestataire et entre toute personne physique ou morale, particulier ou professionnel, dedroit privé ou de droit public souscrivant à une ou plusieurs des prestations fournies par la société POWER POS, ci-après nommée le Client.

### **ARTICLE 1 : OBJET**

Le Client reconnaît avoir vérifié l'adéquation du Service à ses besoins et avoir reçu du PRESTATAIRE toutes les informations et conseils qui lui étaient nécessaires pour souscrire au présent engagement en connaissance de cause. Le présent contrat a pour objet de définir les conditions juridiques, techniques et financières dans lesquelles LE PRESTATAIRE s'engage avec le Client. Les présentes conditions générales de Service complétées le cas échéant par des conditions particulières et/ou annexes proposées par LE PRESTATAIRE sont applicables, à l'exclusion de toutes autres conditions et notamment celles du Client, à toute commande par le Client de prestations du PRESTATAIRE.

### **ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE**

LE PRESTATAIRE s'engage à apporter tout le soin et toute la diligence nécessaires à la fourniture d'un Service de qualité conformément aux usages de la profession et à l'état de l'art. LE PRESTATAIRE ne répond que d'une obligation de moyen.

### **ARTICLE 3 : RESPONSABILITE DU PRESTATAIRE**

La responsabilité du PRESTATAIRE ne sera pas engagée : Si l'exécution du contrat, ou de toute obligation incombant à LE PRESTATAIRE au titre des présentes, est empêchée, limitée ou dérangée du fait d'incendie, explosion, défaillance des réseaux de transmission, effondrement des installations, épidémie, tremblement de terre, inondation, panne d'électricité, guerre, embargo, loi, injonction, demande ou exigence de tout gouvernement, grève, boycott, ou autre circonstance hors du contrôle raisonnable du PRESTATAIRE ("Cas de Force Majeure"), alors LE PRESTATAIRE, sous réserve d'une prompte notification au Client, devra être dispensée de l'exécution de ses obligations dans la limite de cet empêchement, limitation ou dérangement, et le Client sera de la même manière dispensé de l'exécution de ses obligations dans la mesure où les obligations de cette partie sont relatives à l'exécution ainsi empêchée, limitée ou dérangée, sous réserve que la partie ainsi affectée fasse ses meilleurs efforts pour éviter ou pallier de telles causes d'inexécution et que les deux parties procèdent avec promptitude dès lors que de telles causes auront cessé ou été supprimées. La partie affectée par un Cas de Force Majeure devra tenir l'autre partie régulièrement informée par courrier électronique des pronostics de suppression ou de rétablissement de ce Cas de Force Majeure. Si les

effets d'un Cas de Force Majeure devaient avoir une durée supérieure à 30 jours, à compter de la notification du cas de force majeure à l'autre partie, le contrat pourra être résilié de plein droit à la demande de l'une ou l'autre partie, sans droit à indemnité de part et d'autre. Soit encore du fait du Client, notamment dans les cas ci-après :

- Détérioration de l'application,
- Mauvaise utilisation des terminaux par le Client ou par sa Clientèle, faute, négligence, omission ou défaillance de sa part, non-respect des conseils donnés
- Divulgaration ou utilisation illicite du mot de passe remis confidentiellement au Client
- Faute, négligence ou omission d'un tiers sur lequel LE PRESTATAIRE n'a aucun pouvoir de contrôle ou de surveillance
- Demande d'interruption temporaire ou définitive du Service émanant d'une autorité administrative ou judiciaire compétente, ou notification d'un tiers au sens de l'article 6 de la LCEN
- Destruction partielle ou totale des informations transmises ou stockées à la suite d'erreurs imputables directement ou indirectement au Client.

Les réparations dues par LE PRESTATAIRE en cas de défaillance du Service qui résulterait d'une faute établie à son encontre correspondront au préjudice direct, personnel et certain lié à la défaillance en cause, à l'exclusion expresse de tout dommage indirect tel que, notamment, préjudice commercial, perte de commandes, atteinte à l'image de marque, trouble commercial quelconque, perte de bénéfices ou de Clients.

En tout état de cause, le montant des dommages et intérêts qui pourraient être mis à la charge du PRESTATAIRE, si sa responsabilité était engagée, sera limité au montant des sommes effectivement versées par le Client au PRESTATAIRE pour la période considérée ou facturées au Client par LE PRESTATAIRE ou au montant des sommes correspondant au prix de la prestation, pour la part du Service pour laquelle la responsabilité du PRESTATAIRE a été retenue. Sera pris en considération le montant le plus faible de ces sommes.

LE PRESTATAIRE n'effectue aucune sauvegarde spécifique des données stockées sur ses serveurs. Il appartient en conséquence au Client de prendre toutes mesures nécessaires à la sauvegarde de ses données en cas de perte, ou de détérioration des données confiées, quelle qu'en soit la cause, y compris celles non expressément visées par les présentes. Les Sauvegardes réalisées automatiquement par les systèmes de stockage de données n'étant assujettis qu'à une vérification de leur bonne réalisation de ces sauvegardes, il appartient au Client de se rapprocher du PRESTATAIRE afin de procéder, périodiquement, à un test de restauration (dans la limite de 1 par mois). Le Client reconnaît qu'aucune stipulation des présentes ne le dégagera de l'obligation de payer tous les montants dus au PRESTATAIRE au titre des prestations réalisées.

#### **ARTICLE 4 : OBLIGATIONS ET RESPONSABILITE DU CLIENT**

Le Client s'engage à disposer du pouvoir, de l'autorité et de la capacité nécessaires à la conclusion et à l'exécution des obligations prévues aux présentes.

Le Client s'engage à communiquer, lors de la création de son compte client et à chaque modification de celles-ci, ses coordonnées et informations bancaires exactes et mises à jour au PRESTATAIRE. LE PRESTATAIRE se réserve la possibilité de demander des documents justificatifs au Client pour s'assurer de l'exactitude de ses informations.

Le Client est le responsable entier et exclusif des mots de passe nécessaires à l'utilisation de son Service. LE PRESTATAIRE dégage toute responsabilité pour toute utilisation illicite ou frauduleuse des mots de passe mis à la disposition du Client ou générés à la demande du Client lui-même. La fourniture des mots de passe est considérée comme confidentielle. Toute suspicion d'une divulgation, intentionnelle ou non, des mots de passe fournis, engage la responsabilité unique du Client à l'exclusion de celle du PRESTATAIRE.

Le Client supportera seul les conséquences du défaut de fonctionnement du Service consécutif à toute utilisation, par les membres de son personnel ou par toute personne auquel le Client aura fourni son (ou ses) mot(s) de passe. De même, le Client supporte seul les conséquences de la perte du ou des mots de passe précités.

Le Client s'engage à respecter l'ensemble des prescriptions légales et réglementaires en vigueur, et en particulier celles relatives à l'informatique, aux fichiers, aux libertés et à la propriété intellectuelle, ainsi que les droits des tiers. Le Client s'engage par ailleurs à prendre toutes les assurances nécessaires auprès d'un organisme notoirement solvable afin de couvrir tous les dommages qui lui seraient imputables dans le cadre du présent contrat ou de son exécution.

Le Client déclare accepter pleinement toutes les obligations légales découlant de l'administration de ses Services, LE PRESTATAIRE ne pouvant être recherché ni inquiété à cet égard pour quelque cause que ce soit, notamment en cas de violation de lois ou règlements applicables aux Services du Client. Le non-respect par le Client des points visés ci-dessus et des points visés aux conditions particulières, et notamment toute activité susceptible d'engendrer une responsabilité civile et/ou pénale entraînera le droit pour LE PRESTATAIRE d'interrompre sans délai et sans mise en demeure préalable les Services du Client et de résilier immédiatement et de plein droit le contrat, sans préjudice du droit à tous dommages et intérêts auxquels LE PRESTATAIRE pourrait prétendre.

Le Client s'engage à régler directement à l'auteur de la réclamation toute somme que celui-ci exigerait au PRESTATAIRE. En outre, le Client s'engage à intervenir sur demande du PRESTATAIRE à toute instance engagée contre cette dernière ainsi qu'à garantir LE PRESTATAIRE de toutes les condamnations qui seraient prononcées contre elle à cette occasion. En conséquence, le Client s'engage à faire son affaire personnelle de toute réclamation et/ou procédure quelle qu'en soit la forme, l'objet ou la nature qui serait formée contre LE PRESTATAIRE et qui se rattacherait aux obligations mises à la charge du Client au titre du présent contrat. Le Client s'engage à informer LE PRESTATAIRE dans les 48 heures de toute modification concernant sa situation, et dans les 24 heures de toute perte éventuelle des mots de passe. Le Client, pour tout contact avec LE PRESTATAIRE, s'engage à formuler clairement sa demande, selon les règles d'usage

## **ARTICLE 5 : ASSISTANCE TECHNIQUE**

### **5.1**

LE PRESTATAIRE met à la disposition du Client :

- Les coordonnées permettant de contacter l'Assistance technique du PRESTATAIRE par email : [contact@mtweb.fr](mailto:contact@mtweb.fr)
- Les coordonnées permettant de contacter l'Assistance technique du PRESTATAIRE par téléphone aux heures de bureau.

Vérifications préalables : En cas de dysfonctionnement du Service, il appartient au Client d'effectuer les tests techniques proposés par LE PRESTATAIRE suite à sa sollicitation.

### **5.2**

Pour déclarer un Incident, le Client doit prendre contact avec le PRESTATAIRE par email (de préférence), ou téléphone. A cette fin, le Client autorise expressément LE PRESTATAIRE, à se connecter à son Service et à effectuer toute opération nécessaire à l'élaboration du Diagnostic tant au niveau matériel que logiciel.

A ce titre, LE PRESTATAIRE se réserve le droit de refuser toute intervention si elle constate lors de ses recherches que le Client utilise le Service en violation des conditions générales et particulières du PRESTATAIRE ou des lois et règlements en vigueur. L'ensemble des échanges entre les parties et notamment les échanges électroniques et conversations téléphoniques feront foi de l'engagement du Client à l'intervention du PRESTATAIRE.

### **5.3**

Dans le cadre de cette procédure de déclaration d'Incident, LE PRESTATAIRE sera amenée à effectuer un Diagnostic de manière à rechercher l'origine et la cause du dysfonctionnement rencontré. Si dans le cadre de ses recherches, LE PRESTATAIRE détermine que le dysfonctionnement est un Incident c'est-à-dire qu'il relève de la responsabilité du PRESTATAIRE, le coût afférent à la réalisation du Diagnostic sera entièrement assumé par LE PRESTATAIRE conformément aux termes contractuels applicables au Service.

A contrario, si le diagnostic fait apparaître que l'Incident rencontré par le Client ne relève pas d'une responsabilité du PRESTATAIRE ou que son existence ne peut être confirmée, le temps passé par LE PRESTATAIRE dans la réalisation du Diagnostic sera facturé au Client sur une base forfaitaire au tarif 65€HT/heure indivisible. Ce diagnostic ne sera toutefois pas facturé aux clients ayant souscrit un contrat de maintenance pour le système concerné.

Dans l'hypothèse où LE PRESTATAIRE ne parviendrait pas à identifier l'origine ou la cause du Dysfonctionnement, Les recherches relatives à l'établissement du Diagnostic ne seront pas facturées au Client. De même, le Diagnostic ne sera pas facturé au Client, lorsque LE PRESTATAIRE ne sera pas en mesure de communiquer un devis pour la résolution du dysfonctionnement. Le Client s'engage à ne pas recourir abusivement à l'Assistance technique. LE PRESTATAIRE se réserve le droit de refuser la prise en charge d'une demande du Client si son comportement ou la fréquence de ses demandes sont de nature à dérégler le fonctionnement normal du Service d'Assistance technique.

#### **5.4**

A l'issue du Diagnostic, LE PRESTATAIRE communiquera la cause du dysfonctionnement et orientera le Client vers les solutions techniques à apporter pour la résolution du problème rencontré. Dans la mesure où le Dysfonctionnement ne relèverait pas de la responsabilité du PRESTATAIRE, LE PRESTATAIRE fera parvenir au Client un devis correspondant au coût des opérations de résolution si le Client souhaite que LE PRESTATAIRE prenne en charge la résolution de son problème. Les clients ayant souscrit à un contrat de maintenance pour le système concerné ne sont pas concernés par cette étape, mais seulement à la communication de leur consentement de la solution proposée.

A ce titre LE PRESTATAIRE rappelle qu'il n'est soumis qu'à une obligation de moyen

#### **5.6**

Un devis d'intervention est, le cas échéant, envoyé au client. Les sommes dues seront facturées sous 8 jours à compter de la réalisation de l'intervention. Aucune nouvelle intervention n'aura lieu si le règlement de l'intervention précédente n'a pas été honoré.

### **ARTICLE 6 : EXECUTION, TARIF ET PAIEMENT**

#### **6.1**

Pour toute commande de Service auprès du PRESTATAIRE, le Client doit fournir au PRESTATAIRE ses coordonnées et informations bancaires exactes et mises à jour. Ce compte client peut faire l'objet d'une procédure de vérification par LE PRESTATAIRE afin de s'assurer que les informations communiquées par le Client sont correctes.

#### **6.2**

LE PRESTATAIRE accuse réception sans délai au Client, par courrier électronique, du bon de commande et du paiement effectué, et l'informe de la mise en œuvre du Service commandé dans les conditions décrites ci-après.

#### **6.3**

La mise à disposition du Service intervient après validation du paiement par LE PRESTATAIRE. Le paiement effectif est réalisé dès lors que les sommes correspondantes au Service sont définitivement créditées sur le compte du PRESTATAIRE. Si le Client souhaite une mise à disposition différée de son service, il lui appartient d'en informer LE PRESTATAIRE par email. Ce délai ne peut excéder 30 jours et ne dégage en rien les obligations du client envers LE PRESTATAIRE.

#### **6.4**

Les tarifs en vigueur pour les différentes prestations proposées par LE PRESTATAIRE sont établis par LE PRESTATAIRE lors de l'étude du projet exposé par le Client. Les documents échangés sont disponibles par courrier à l'adresse postale du PRESTATAIRE.

Selon la nature du Service souscrit, LE PRESTATAIRE pourra facturer au Client des Frais d'installation, ou Frais de mise en service.

LE PRESTATAIRE adressera par courrier électronique au Client une facture après chaque paiement. Le Client accepte expressément que la facture lui soit transmise par voie électronique.

LE PRESTATAIRE se réserve la faculté de modifier ses prix à tout moment, sous réserve d'en informer le Client par courrier électronique ou par un avertissement en ligne sur le site du PRESTATAIRE un mois avant la date anniversaire du service si les nouveaux tarifs hors taxes sont moins favorables au Client.

Dans cette hypothèse, le Client disposera à compter de cette information d'un délai d'un mois pour résilier le présent contrat sans pénalité. A défaut, le Client sera réputé avoir accepté les nouveaux tarifs. Les modifications de tarifs seront applicables à tous les contrats et notamment à ceux en cours d'exécution.

LE PRESTATAIRE se réserve le droit de répercuter, sans délai, toute nouvelle taxe ou toute augmentation de taux des taxes existantes.

Les prestations fournies par LE PRESTATAIRE sont payables à la commande. Le Client est seul responsable du paiement de l'ensemble des sommes dues au titre du contrat de prestations de Services. De convention expresse et sauf report sollicité à temps et accordé par LE PRESTATAIRE de manière particulière et écrite, le défaut total ou partiel de paiement à l'échéance de toute somme due au titre du contrat entraînera de plein droit et sans mise en demeure préalable :

- l'exigibilité immédiate de toutes les sommes restant dues par le Client au titre du contrat, quel que soit le mode de règlement prévu.
- la suspension de toutes les prestations en cours, quelle que soit leur nature, sans préjudice pour LE PRESTATAIRE d'user de la faculté de résiliation du contrat
- l'impossibilité de souscrire de nouvelles prestations ou de les renouveler
- l'application d'un intérêt à un taux égal à 3 fois le taux d'intérêt légal en vigueur en France et d'une indemnité forfaitaire de recouvrement de 40€ selon l'article D. 441-5 du code du commerce.

Tout désaccord concernant la facturation et la nature des Services devront être exprimés auprès du PRESTATAIRE par l'intermédiaire d'un Recommandé AR à l'adresse du PRESTATAIRE dans un délai d'un mois après émission du bon de commande. Dans l'hypothèse où des frais seraient exposés par LE PRESTATAIRE, LE PRESTATAIRE en informera le Client et lui communiquera les justificatifs et la facture correspondant. Le Client devra alors régler la somme due en euros.

## **6.5**

Le paiement peut s'effectuer par carte bancaire, par chèque, par l'intermédiaire d'un compte Paypal®, par Chèque, par Virement ou par Prélèvement automatique. Il appartient au Client de choisir le mode de paiement adapté au Service commandé et à son délai d'exécution.

## **6.6**

Le Service a pour durée celle prévue à la commande. Les données seront effacées à l'expiration du Service.

## **6.7**

LE PRESTATAIRE notifiera le Client par le biais de courriers électroniques adressés (adresse e-mail à tenir à jour, sous la responsabilité du Client) avant l'échéance, de l'expiration prochaine de son Service, et par conséquent de sa future suspension. Dans le cas de services reconduits tacitement, aucune notification ne sera envoyée. Tout défaut de paiement ou paiement irrégulier, c'est à dire, notamment, d'un montant erroné, ou incomplet, ou ne comportant pas les références requises, ou effectué par un moyen ou une procédure non acceptés par LE PRESTATAIRE, sera purement et simplement ignoré et provoquera le rejet par LE PRESTATAIRE de la demande d'enregistrement ou de renouvellement. S'agissant d'un renouvellement payé par chèque, il appartient au Client de solliciter le renouvellement avec un délai suffisant de sorte que le chèque soit effectivement reçu par LE PRESTATAIRE avant expiration du Service.

## **ARTICLE 7 : RESILIATION, LIMITATION ET SUSPENSION DU SERVICE**

### **7.1**

Le contrat est résilié de plein droit à son échéance. Il peut être renouvelé auprès du PRESTATAIRE moyennant le versement par le Client du prix correspondant, dans les conditions prévues à l'article 6. Conformément à l'article L121-84-2 du Code de la consommation, toute demande de résiliation du contrat par le Client sera effective à compter du lendemain de la date de réception par LE PRESTATAIRE, sous réserve que le Client ait précisé l'ensemble des informations requises permettant son identification. Si le service concerné par la demande de résiliation est engagé sur une durée, la résiliation interviendra le lendemain de la date anniversaire de ce service.

### **7.2**

Chaque partie peut résilier de plein droit et sans indemnité le contrat en cas de force majeure subsistant plus de trente jours.

### **7.3**

Pour une résiliation avant échéance du contrat, le Client devra adresser une demande au PRESTATAIRE par voie postale. LE PRESTATAIRE se réservera le droit d'étudier la faisabilité et les conditions de la rupture anticipée dans le cadre d'un protocole d'accord exceptionnel adresse au Client. Le Client ne pourra prétendre au remboursement par LE PRESTATAIRE des sommes déjà versées.

#### **7.4**

Dans tous les autres cas de manquement par l'une des parties à l'une ou l'autre de ses obligations au titre du contrat non réparé dans un délai de 7 jours à compter soit d'un courrier électronique adressé par la partie plaignante notifiant les manquements en cause, soit de toute autre forme de notification faisant foi adressée par ladite partie, le contrat sera résilié de plein droit, sans préjudice de tous dommages et intérêts éventuels qui pourraient être réclamés à la partie défaillante. La date de notification de la lettre comportant les manquements en cause sera la date du cachet de la poste, lors de la première présentation de la lettre.

#### **7.5**

LE PRESTATAIRE se réserve le droit d'interrompre le Service du Client si ce Service constitue un danger pour le maintien de la sécurité ou de la stabilité de l'infrastructure du PRESTATAIRE. Dans la mesure du possible, LE PRESTATAIRE informera préalablement le Client. En cas de nécessité, LE PRESTATAIRE se réserve la possibilité d'interrompre le Service pour procéder à une intervention technique, afin d'améliorer son fonctionnement ou pour toute opération de maintenance. LE PRESTATAIRE se réserve la possibilité de résilier le Service du Client en cas de non respect des Conditions générales ou particulières du PRESTATAIRE applicable au Service du Client

### **ARTICLE 8 : CONDITIONS D'EXPLOITATION**

Le Client reconnaît par les présentes que les fluctuations de la bande passante et les aléas du fournisseur d'accès sont des éléments pouvant entraîner une discontinuité dans les prestations offertes par la société LE PRESTATAIRE, et extérieure à ses moyens techniques.

Par ailleurs, le Service est restreint, limité ou suspendu de plein droit par LE PRESTATAIRE :

- s'il apparaît que le Client utilise les Services qui lui sont fournis pour une activité, quelle qu'elle soit, qui ne serait pas conforme aux présentes conditions générales ;
- en application des conditions particulières applicables ;
- si LE PRESTATAIRE se voit notifier par tout tiers intéressé une décision administrative, arbitrale ou judiciaire, rendue conformément aux lois applicables, ordonnant une telle restriction, limitation ou suspension, sans qu'il soit nécessaire d'appeler LE PRESTATAIRE en la cause.
- si LE PRESTATAIRE reçoit une notification conforme à la loi pour la Confiance dans l'Economie numérique portant à sa connaissance l'existence d'un contenu manifestement illicite.
- si les coordonnées indiquées dans le compte client apparaissent fausses, inexactes ou non actualisées



## **ARTICLE 9 : INFORMATION DU CLIENT ET CONFORMITE DU SERVICE**

Le Client reconnaît avoir vérifié l'adéquation du matériel et du Service à ses besoins et avoir reçu du PRESTATAIRE toutes les informations et conseils qui lui étaient nécessaires pour souscrire au présent engagement en connaissance de cause. LE PRESTATAIRE se réserve le droit de contrôler le respect des conditions d'utilisation du Service.

## **ARTICLE 10 : TOLERANCE**

Le fait que LE PRESTATAIRE ne se prévale pas à un moment donné de l'une quelconque des présentes conditions générales et/ou tolère un manquement par l'autre partie à l'une quelconque des obligations visées dans les présentes conditions générales ne peut être interprétée comme valant renonciation par LE PRESTATAIRE à se prévaloir ultérieurement de l'une quelconque desdites conditions.

## **ARTICLE 11 : DONNEES PERSONNELLES**

Dans le cadre du Service, le Client est informé que LE PRESTATAIRE collecte des données personnelles le concernant, qui font l'objet d'un traitement automatisé dans les conditions prévues par la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978, à des fins de gestion de la relation client et de respect des obligations légales et réglementaires.

Les données personnelles du Client ne sont en aucun transmises à des tiers à l'exclusion des Services pour lesquels la communication des données est nécessaires à la bonne réalisation du Service (ex : transmission au Bureau d'enregistrement des données du titulaire d'un nom de domaine).

LE PRESTATAIRE pourra également transmettre les informations personnelles du Client à la demande des autorités judiciaires et / ou administratives dans le cadre d'une réquisition judiciaire émise par une autorité compétente.

Conformément à la loi «informatique et libertés» du 6 janvier 1978, le Client bénéficie d'un droit d'accès et de rectification des informations qui le concernent. Il peut exercer ce droit et obtenir communication des informations le concernant par courrier postal à l'adresse du PRESTATAIRE.

Le Client reste exclusivement et entièrement responsable des traitements de données à caractère personnel qu'il effectue pour son propre compte et s'engage, pour ce qui concerne lesdites données, à respecter l'ensemble des prescriptions légales et réglementaires relatives à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, et notamment à procéder à toutes formalités préalables adéquates auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (C.N.I.L.).

En application des dispositions de l'article 34 bis de la loi Informatiques et Libertés du 6 janvier 1978, il appartient au Client fournissant au public des Services des communications électroniques sur les réseaux de communications électroniques ouverts au public et mettant en œuvre un traitement de données à caractère personnel tel que défini par la loi précitée, de notifier sans délai à la CNIL toute violation de la sécurité entraînant accidentellement ou de manière illicite la destruction, la perte, l'altération, la divulgation ou l'accès non autorisé à des données à caractère personnel.

De plus, dans l'hypothèse où cette violation serait susceptible de porter atteinte aux données à caractère personnel ou à la vie privée d'un de ses clients ou d'une autre personne physique, il appartient au Client d'en avertir l'intéressé également, dans les conditions prévues à l'article 34bis de la loi du 6 janvier 1978. Enfin il incombe au Client fournissant des Services de communications électroniques de tenir à jour un inventaire des violations de données à caractère personnel, notamment de leurs modalités, de leur effet et des mesures prises pour y remédier et de le conserver à la disposition de la CNIL. Dans tous les cas où des données du Client sont traitées par LE PRESTATAIRE en tant que sous-traitant au sens de la loi du 6 janvier 1978, il est rappelé que LE PRESTATAIRE n'agit que sur instructions du client et sous la responsabilité de ce dernier. LE PRESTATAIRE assure dans ce cas la sécurité et la confidentialité des données concernées dans les conditions définies dans l'article 12 des présentes.

## **ARTICLE 12 : CONFIDENTIALITE, LOCALISATION ET SECURITE PHYSIQUES DES INFRASTRUCTURES LE PRESTATAIRE**

LE PRESTATAIRE est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel, au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, les informations et les décisions dont ils auront eu connaissance dans le cadre de ces présentes conditions générales et de la réalisation des prestations liées.

LE PRESTATAIRE s'interdit notamment de communiquer à toute personne autre que lui-même, l'ensemble de son personnel ou un tiers sur demande d'une autorité compétente (administrative, arbitrale ou judiciaire, conformément aux lois applicables ), directement ou indirectement, tout ou partie des informations, de toute nature (commerciale, technique, financière, nominative, etc.), qui lui seront communiquées ou dont LE PRESTATAIRE aura connaissance à l'occasion de l'exécution de la prestation.

### **12.1**

Les infrastructures sur lesquelles sont développés les services du LE PRESTATAIRE sont localisées sur le territoire français. Toutefois, certains services peuvent être physiquement localisés à l'étranger, dans ce cas, la localisation physique des installations est clairement annoncée au Client avant la souscription dudit Service.

### **12.2**

LE PRESTATAIRE prend l'ensemble des mesures de sécurité physique visant à empêcher l'accès aux Infrastructures sur lesquelles sont stockées les données du Client par des personnes non autorisées. Dans le cadre où le PRESTATAIRE ne serait pas gestionnaire de ces accès, il en délègue toute compétence au sous-traitant en charge de ses infrastructures.

### **ARTICLE 13 : DROIT DE RETRACTATION**

Conformément aux articles L. 121-21 et suivants du Code de la consommation le Client (lorsqu'il lui est reconnu la qualité de consommateur au sens des dispositions du Code de la consommation) bénéficie d'un droit de rétractation. Il peut exercer son droit de rétractation, sans avoir à justifier de motifs ni à payer de pénalités à l'exception, le cas échéant, des frais de retour, dans un délai de quatorze (14) jours à compter de la réception du bien ou de la souscription du contrat pour les prestations de Services, par courrier postal ou par message adressé au Service client LE PRESTATAIRE par le biais de son Interface de gestion.

Le droit de rétractation, s'il a été valablement exercé, permet au Client d'obtenir le remboursement des biens et Services concernés par l'exercice de ce droit.

Conformément au Code de la Consommation pris en son article L 121-21-8, 3° « le droit de rétractation ne peut être exercé (...) pour les contrats de fourniture de biens confectionnés selon les spécifications du consommateur ou nettement personnalisés (...) ».

Le Client reconnaît ainsi notamment que l'enregistrement d'un nom de domaine ou création/installation d'un serveur vps auprès du PRESTATAIRE constitue, du fait du choix opéré par le Client sur le radical et l'extension retenus, la fourniture d'un tel bien personnalisé au sens de l'article précité.

Dès lors, le Client est expressément informé qu'il ne peut pas, en application de ces dispositions, exercer son droit de rétractation sur l'enregistrement du nom de domaine commandé. Ce droit ne peut pas davantage être exercé par le Client lors du renouvellement de l'enregistrement.

Conformément au Code de la Consommation pris en son article L121-21-8, 1°, le Client ne peut exercer son droit de rétractation pour les Services pleinement exécutés avant la fin du délai de rétractation et dont l'exécution a commencé après accord préalable exprès du consommateur et renoncement exprès à son droit de rétractation. Le Client reconnaît donc formellement et accepte que, dans toutes les hypothèses où il accepte expressément l'exécution du Service ou utilise le Service, et renonce expressément à exercer son droit de rétractation avant l'expiration du délai de rétractation, il ne pourra valablement invoquer ce droit.

### **ARTICLE 14 : MODIFICATION**

Les conditions générales et particulières en ligne prévalent sur les conditions générales et particulières imprimées. Les parties conviennent que LE PRESTATAIRE peut, de plein droit, modifier son Service sans autre formalité que d'en informer le Client par un avertissement en ligne et/ou de porter ses modifications dans les conditions générales en ligne. Toute modification ou introduction de nouvelles options d'abonnement fera l'objet d'une information en ligne sur le Site LE PRESTATAIRE ou l'envoi d'un courrier électronique au Client. Dans cette hypothèse, le Client peut, en dérogation à l'article 7, résilier le contrat dans un délai de trente jours à compter de l'entrée en vigueur de ces modifications.

## **ARTICLE 15 : DISPOSITIONS GENERALES**

Les conditions générales et particulières en ligne prévalent sur les conditions générales et particulières imprimées. Les parties conviennent que LE PRESTATAIRE peut, de plein droit, modifier son Service sans autre formalité que d'en informer le Client par un avertissement en ligne et/ou de porter ses modifications dans les conditions générales en ligne. Toute modification ou introduction de nouvelles options d'abonnement fera l'objet d'une information en ligne sur le Site LE PRESTATAIRE ou l'envoi d'un courrier électronique au Client. Dans cette hypothèse, le Client peut, en dérogation à l'article 7, résilier le contrat dans un délai de trente jours à compter de l'entrée en vigueur de ces modifications.

### **15.1**

La nullité d'une des clauses du contrat de prestations de Services souscrit auprès d'LE PRESTATAIRE, en application notamment d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision d'une Juridiction compétente passée en force de chose jugée n'entraînera pas la nullité des autres clauses du contrat de prestations de Services qui garderont leur plein effet et portée.

Dans ce cas, les parties devront dans la mesure du possible remplacer la disposition annulée par une disposition valable correspondant à l'esprit et à l'objet des Conditions contractuelles.

### **15.2**

Les intitulés des articles des Conditions contractuelles ont pour seul but de faciliter les références et n'ont pas par eux-mêmes, une valeur contractuelle ou une signification particulière.

### **15.3**

Les conditions particulières et éventuelles annexes sont incorporées par référence aux Conditions générales de Services du PRESTATAIRE et sont indissociables desdites Conditions générales. L'ensemble de ces documents est dénommé dans le présent document «Conditions Générales ». L'ensemble des documents incorporés au présent contrat par référence peut être consulté par le Client aux adresses indiquées sur le site du LE PRESTATAIRE. Ces documents sont en outre sujets à modifications ou évolutions.

### **15.4**

Pour tout échange d'informations par courrier électronique, la date et l'heure du serveur du PRESTATAIRE feront foi entre les Parties. Ces informations seront conservées par LE PRESTATAIRE pendant toute la période des relations contractuelles. Toutes les notifications, communications, mises en demeure prévues par les Conditions générales seront réputées avoir été valablement délivrées si elles sont adressées par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à :

Pour LE PRESTATAIRE : 34 Rue Joseph Pujol, 33100 Bordeaux

Pour le Client : à l'adresse postale et/ou e-mail qu'il a fourni au PRESTATAIRE

**ARTICLE 16 : RIBUTION DE COMPETENCE**

En cas de litige avec un client non considéré comme consommateur au sens du code de la Consommation, compétence expresse est attribuée au Tribunal de Commerce de Bordeaux (France), nonobstant pluralité de défendeur ou appel en garantie, y compris pour les mesures d'urgence, conservatoires en référé ou sur requête.

**ARTICLE 17 : LOI APPLICABLE**

Le présent contrat est régi par la loi française. Il est en ainsi pour les règles de fond comme pour les règles de forme, à l'exclusion, d'une part, des règles de conflit prévues par la loi Française, et d'autre part, des dispositions de la loi Française qui seraient contraires au présent Contrat.